

**Les formulaires de procuration pour l'AGE du 21 novembre 2017 resteront valables pour l'AGE du 8 décembre 2017**

**CE DOCUMENT EST IMPORTANT ET NÉCESSITE VOTRE ATTENTION IMMÉDIATE. SI VOUS AVEZ LE MOINDRE DOUTE AU SUJET DES MESURES QUE VOUS DEVEZ PRENDRE, VEUILLEZ CONSULTER IMMÉDIATEMENT VOTRE AGENT DE CHANGE, VOTRE GESTIONNAIRE DE COMPTE BANCAIRE, VOTRE AVOCAT, VOTRE COMPTABLE, VOTRE CHARGÉ DES RELATIONS, OU UN AUTRE PROFESSIONNEL-CONSEIL.**

Sauf mention contraire, les termes utilisés aux présentes s'entendent avec la même signification que dans les documents d'offre correspondants de la Société.

**HENDERSON GARTMORE FUND**  
**Société d'investissement à capital variable**  
**L-1273 Luxembourg 2, rue de Bitbourg**  
**R.C.S. Luxembourg, section B numéro 77.949**  
**(la « Société »)**

---

**AVIS DE CONVOCATION À UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES**

---

Luxembourg, le 22 novembre 2017

Cher/chère actionnaire,

Nous souhaitons vous informer que le quorum requis pour l'assemblée générale extraordinaire (l'« AGE ») du 21 novembre 2017 n'a pas été atteint et que, par conséquent, l'AGE n'a pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour. Les actionnaires sont donc conviés à participer à une deuxième assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société qui se tiendra au 2, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg le 8 décembre 2017 à 9h30, heure du Luxembourg, aux fins de statuer sur l'ordre du jour indiqué ci-dessous :

Les amendements proposés lors de l'AGE visent plusieurs objectifs :

- Changer la raison sociale de la Société, de Henderson Gartmore Fund à Janus Henderson Fund pour prendre compte de la fusion entre Henderson Group plc et Janus Capital Group Inc qui a eu lieu le 30 mai 2017. La modification correspondante apparaît dans les alinéas 1 et 3, troisième tiret, de l'ordre du jour de l'AGE, précisé ci-dessous
- Mettre en application les provisions de la loi du 10 août 2016, qui modernise la loi du 10 août 1915 concernant les compagnies commerciales quant à notamment, mais pas exclusivement, la modernisation des assemblées générales et le fonctionnement du conseil d'administration. Les modifications correspondantes apparaissent dans les alinéas 2, 6 et 8, troisième et cinquième tirets, ainsi que dans les alinéas 11, 12 et 13, premier et deuxième tirets, de l'ordre du jour de l'AGE, précisé ci-dessous.
- Effectuer des modifications mineures des Statuts. Les modifications correspondantes apparaissent dans les alinéas 3, 4, 5, 7 et 8, premier, deuxième, quatrième et sixième tirets, ainsi que dans les alinéas 9, 10 et 13, troisième tiret, et 14, 15, 16 et 17 de l'ordre du jour de l'AGE, précisé ci-dessous.

Il sera également demandé aux actionnaires d'approuver une réécriture des Statuts. Une copie du projet de cette réécriture est disponible au siège social de la Société et auprès du service financier belge.

Finalement, les actionnaires voteront pour fixer la date de prise d'effet des modifications au 15 décembre 2017.

Voici l'ordre du jour de l'AGE :

### **ORDRE DU JOUR**

1. Modification de l'article 1 des Statuts afin de changer la raison sociale de la Société en JANUS HENDERSON FUND.
2. Modification de l'article 2 alinéa 1 des Statuts pour qu'il précise que le siège social de la Société puisse être transféré, au sein du Grand-Duché du Luxembourg, sur résolution du conseil d'administration de la Société.
3. Modification de l'article 5 des Statuts pour :
  - inclure la définition de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les compagnies commerciales, telle qu'amendée ponctuellement, appelée ci-après « Loi de 1915 » ;
  - inclure « telle qu'amendée ponctuellement » dans la définition de la Loi de 2010 ;
  - modifier la définition de « Société » pour qu'elle mentionne le nouveau nom de la Société.
4. Modification de l'article 6, alinéa 1 des Statuts pour supprimer la phrase concernant le capital-actions initial émis de la Société.
5. Modification de l'article 6, alinéa 3 des Statuts pour qu'il précise que les compartiments peuvent être créés avec une durée limitée ou illimitée.
6. Modification de l'article 11, alinéa 2, C des Statuts pour préciser la suspension du droit de vote, à n'importe quelle assemblée générale de la Société, des actionnaires auxquels il est interdit de posséder des actions de la Société.
7. Modification de l'article 13, alinéa 3 des Statuts pour supprimer l'obligation de publier une suspension de la détermination de la valeur liquidative des actions par la Société.
8. Modification de l'article 14, alinéa 1 afin de préciser que les membres du conseil sont rééligibles.
9. Modification de l'article 15 des Statuts pour :
  - remplacer le mot « emergency » par « urgency » [NDT. « situation d'urgence » par « urgence »] ;
  - supprimer les moyens de communication suivants : « telegram » et « telex » [télégramme et télex] et ajouter le moyen de communication « by e-mail » [par e-mail] en ce qui concerne l'avis et les procurations aux réunions du conseil et aux résolutions par voie de circulaire ;

- confirmer que l'élection d'un président du conseil permanent est facultative, et préciser que n'importe quel administrateur peut être élu président d'une réunion du conseil en l'absence d'un président permanent ;
  - préciser que n'importe qui, y compris les non-administrateurs, peut-être élu comme président d'une assemblée générale ;
  - ajouter la possibilité de créer des comités consultatifs au conseil ;
  - ajouter la possibilité de participer aux réunions du conseil et à toute réunion de comité par le moyen « d'une conférence téléphonique, d'une téléconférence ou tout autre moyen de télécommunication apparenté qui permette à plusieurs personnes utilisant ce moyen de communiquer entre elles en temps réel de manière continue », et supprimer la phrase plus générale qui régissait cet aspect.
10. Simplification de l'article 18 des Statuts en supprimant les alinéas 2 et 3 et en renumérotant l'alinéa 4.
11. Modification de l'article 19 des Statuts pour :
- préciser que les investissements peuvent également être effectués en actions ou unités d'OPCVM et en actions d'autres compartiments de la Société ;
  - ajouter un « État tiers, acceptable pour l'organisme de supervision Luxembourgeois et indiqué dans le prospectus de la Société (y compris, sans s'y limiter, les états membres de l'OCDE, du G20, Hong Kong et Singapour) » dans l'alinéa qui concerne la possibilité d'investir 100 % des actifs d'un compartiment dans le même pays.
12. Modification de l'article 20 des Statuts afin de prendre en compte les provisions de la loi de 1915 au regard des conflits d'intérêts.
13. Modification de l'article 23 des Statuts pour :
- préciser que l'assemblée générale annuelle sera tenue « sous les six mois après la clôture de l'exercice comptable de la Société ;
  - ajouter des clarifications sur la procédure de publication et de diffusion de l'avis de convocation aux assemblées générales des actionnaires ;
  - confirmer que chaque action donne droit à un vote et remplacer « cable, telegram, telex or facsimile transmission » [télégramme câblé, télégramme, télex ou télécopie] par « telefax or by e-mail » [téléfax ou par e-mail] en ce qui concerne la nomination par les actionnaires d'un mandataire à l'assemblée générale ;
  - supprimer les alinéas 5 et 8 de l'article 23
- et renuméroter les autres alinéas de cet article en conséquence.
14. Modification de l'article 24 des Statuts pour :
- renuméroter les références aux alinéas de l'article 23 pour prendre en compte les modifications apportées à cet article ;
  - confirmer que chaque action donne droit à un vote et remplacer « cable, telegram, telex or facsimile transmission » [télégramme câblé, télégramme, télex ou télécopie] par « telefax or by e-mail » [téléfax ou par e-mail] en ce qui concerne la nomination par les actionnaires d'un mandataire aux assemblées de classes d'actions ;

- remplacer « Article 68 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended » [article 68 de la loi du 10 août 1915 concernant les compagnies commerciales, tel qu'amendé] par une référence générale à « the 1915 Law » [la Loi de 1915].
15. Modification de l'article 25 des Statuts pour :
    - remplacer « 5 millions d'euros » par « 25 millions d'euros » comme seuil minimal pour qu'un compartiment puisse être géré de façon rentable ;
    - préciser que les actifs qui ne pourront pas être distribués aux bénéficiaires pertinents en cas de résiliation d'un compartiment seront immédiatement déposés à la Caisse de Consignation ;
    - simplifier la description des fusions de compartiments en précisant qu'une fusion de compartiments prend effet dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'expiration de la période de notification ;
    - préciser que les procédures relatives aux fusions s'appliquent aux fusions de classes d'actions entre compartiments.
  16. Modification de l'article 28 des Statuts pour remplacer les mots « custodian » ou « custody » [gestionnaire comptable ou dépositaire] par le mot « depositary » [dépositaire].
  17. Modification de l'article 31 des Statuts pour remplacer les mots « law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time » [loi du 10 août 1915 concernant les compagnies commerciales, telle qu'amendée ponctuellement] par le terme prédéfini « 1915 Law » [loi de 1915].
  18. Modification de l'article 33 des Statuts pour remplacer les mots « law of 10 August 1915 on commercial companies » [loi du 10 août 1915 concernant les compagnies commerciales] par le terme prédéfini « 1915 Law » [loi de 1915] et pour supprimer « as such laws have been or may be amended from time to time » [telles que lesdites lois ont été ou peuvent être amendées ponctuellement].
  19. Prise en compte des modifications ci-dessus dans une version réécrite des Statuts, qui incorpore également des modifications mineures, et approbation de ladite réécriture.
  20. Décision que les nouveaux Statuts prendront effet le 15 décembre 2017.

Les résolutions seront adoptées sans quorum, à la majorité des deux tiers des actions représentées et ayant voté.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un agent ou un mandataire dûment commissionné. Les actionnaires ne pouvant pas prendre part en personne à l'assemblée générale sont par conséquent invités à renvoyer un formulaire de procuration correctement rempli et signé, par la poste, par télécopie ou par e-mail à l'adresse ci-dessous, au plus tard à 9h30, heure du Luxembourg, le 6 décembre 2017 :

2, rue de Bitbourg,  
L-1273 Luxembourg,  
Grand-Duché de Luxembourg  
Télécopie : (352) 2689 3535

Adresse e-mail : [SICAVgeneralmeetings@janushenderson.com](mailto:SICAVgeneralmeetings@janushenderson.com)

ou l'établissement chargé du service financier en Belgique (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles).

Pour les actionnaires inscrits, un formulaire de procuration a été envoyé le 30 octobre ; il est également possible de se le procurer au siège social de la Société et auprès du service financier belge.

### **Informations complémentaires**

#### Comment nous contacter

Pour toute question, veuillez contacter le Teneur de registre et Agent de transfert de RBC Investor Services Bank S.A. en communiquant avec :

RBC Investor Services Bank S.A.,  
Teneur de Registre et Agent de Transfert,  
14, Porte de France,  
L-4360 Esch-sur-Alzette,  
Grand-Duché de Luxembourg  
Téléphone : (352) 2605 9601  
Télécopie : (352) 2460 9937

ou l'établissement chargé du service financier en Belgique (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles).

Les investisseurs peuvent obtenir gratuitement le Prospectus, les Documents d'informations clés pour l'investisseur (« DICI »), les Statuts, ainsi que les rapports annuels et semestriels de la Société au siège social et sur [www.janushenderson.com](http://www.janushenderson.com).

Pour les investisseurs suisses, le représentant et service de paiement en Suisse de la Société est BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich, Selnaustrasse 16, 8002 Zurich. Le Prospectus, les DICI, les Statuts, ainsi que les rapports annuels et semestriels de la Société peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant et service de paiement suisse.

Pour les investisseur situés en Belgique, vous pouvez obtenir gratuitement les Documents d'Informations Clés (en français et anglais), le Prospectus, les Statuts ainsi que le rapport et les comptes annuels audités (en anglais) de la Société au siège social de la Société, ainsi qu'en vous adressant aux bureaux des représentants et distributeurs de la Société, et auprès de l'établissement chargé du service financier en Belgique (Caceis Belgium NV/SA, Avenue du Port/Havenlaan, 86C Bte 320, B-1000 Brussels) et sur [www.janushenderson.com](http://www.janushenderson.com).

Les Administrateurs de la Société assument la responsabilité de l'exactitude de la présente lettre.

Le conseil d'administration

**Proxies received for the EGM on 21 November 2017 will remain valid for the EGM on 8 December 2017**

**THIS DOCUMENT IS IMPORTANT AND REQUIRES YOUR IMMEDIATE ATTENTION. IF YOU ARE IN ANY DOUBT ABOUT THE ACTION TO BE TAKEN PLEASE CONSULT YOUR STOCKBROKER, BANK MANAGER, SOLICITOR, ACCOUNTANT, RELATIONSHIP MANAGER OR OTHER PROFESSIONAL ADVISER IMMEDIATELY.**

Unless otherwise stated herein, words and phrases used herein bear the same meaning as in the relevant offering document of the Company.

**HENDERSON GARTMORE FUND**  
**Société d'investissement à capital variable**  
**L-1273 Luxembourg 2, rue de Bitbourg**  
**R.C.S. Luxembourg, section B numéro 77.949**  
**(the « Company »)**

---

**CONVENING NOTICE TO AN EXTRAORDINARY GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS**

---

Luxembourg, 22 November 2017

Dear Shareholder

We wish to hereby inform you that the quorum for the extraordinary general meeting (the "EGM") convened on 21 November 2017 was not met, and therefore the EGM was not able to validly decide on its agenda. Thus, the shareholders are convened to attend a second extraordinary general meeting of shareholders of the Company to be held at 2, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 8 December 2017 at 9.30 a.m. Luxembourg time for the purpose of considering and voting upon the agenda below.

The amendments proposed at the EGM are designed to achieve multiple objectives:

- To change the name of the Company from Henderson Gartmore Fund to Janus Henderson Fund in order to reflect the merger of Henderson Group plc and Janus Capital Group Inc on 30 May 2017. The corresponding change appears in points 1 and 3, third indent of the EGM agenda as detailed below
- To implement the provisions of the law of 10 August 2016, which modernises the law of 10 August 1915 on commercial companies, in respect of matters, such as, but not limited to modernising shareholders meetings and the functioning of the board of directors. The corresponding changes appear in points 2, 6, 8 third and fifth indents, 11, 12 and 13, first and second indents of the EGM agenda as detailed below.
- To proceed to minor tidy up changes in the Articles. The corresponding changes appear in points 3, 4, 5, 7, 8 first, second, fourth and sixth indents, 9, 10, 13 third indent, 14, 15, 16 and 17 of the EGM agenda as detailed below.

The shareholders will also be asked to approve a restated version of the Articles. A copy of the draft restated Articles is available for inspection at the registered office of the Company and at the intermediary in charge of the financial service in Belgium.

Finally, the shareholders will be asked to determine that the effective date of the changes is 15 December 2017.

The agenda of the EGM is as follows:

### **AGENDA**

1. To amend article 1 of the Articles to change the name of the Company to JANUS HENDERSON FUND.
2. To amend article 2 paragraph 1 of the Articles to provide that the registered office of the Company may be transferred within the Grand-Duchy of Luxembourg by way of a resolution of the board of directors of the Company.
3. To amend article 5 of the Articles to:
  - include the definition of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time and defined by “1915 Law”;
  - include “as amended from time to time” in the definition of the 2010 Law.
  - amend the definition “Company” to include the new name of the Company.
4. To amend article 6 paragraph 1 of the Articles to remove the sentence regarding the initial issued share capital of the Company.
5. To amend article 6 paragraph 3 of the Articles to include that the sub-funds may be set-up with limited or unlimited duration.
6. To amend article 11 paragraph 2, C. of the Articles to clarify the suspension of voting rights at any meeting of shareholders of the Company for any shareholders who are precluded from holding shares in the Company.
7. To amend article 13 paragraph 3 of the Articles to remove the obligation to publish a suspension of the determination of the net asset value of shares by the Company.
8. To amend article 14.1 in order to clarify that board members are re-eligible
9. To amend article 15 of the Articles to:
  - replace the word “emergency” by “urgency”;
  - remove the following means of communication “telegram” and “telex” and add the mean of communication “by e-mail” in respect of the notice and the proxy for the board of directors’ meetings as well as for circular resolutions;
  - confirm that the election of a permanent chairman of the board of directors is optional and to provide that any director can be elected as chairman of a board meeting in the absence of a permanent chairman;
  - provide that any person who does not necessarily need to be a director can be elected as chairman of a shareholder meeting;
  - add the possibility to create consultative board committees;
  - add the possibility to participate to the meetings of the board of directors and meetings of any committee by means of “conference call, video conference or any other similar means of telecommunication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other on a continuous basis” and remove the former general sentence in this respect.

10. To amend article 18 of the Articles to delete article 18 paragraph 2 and 18 paragraph 3 to simplify the Articles and to renumber article 18 paragraph 4 accordingly.
11. To amend article 19 of the Articles to:
  - clarify that investments may also be made in shares or units of UCITS and in shares of other sub-funds of the Company;
  - add “a non-Member State, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the prospectus of the Company (including but not limited to OECD member states, G20 member states, Hong Kong or Singapore) ” in the paragraph regarding the possibility to invest 100% of a sub-fund’s assets into one country.
12. To amend article 20 of the Articles to reflect the conflict of interest provisions of the 1915 Law.
13. To amend article 23 of the Articles to:
  - provide that the annual general meeting shall be held “within six months of the Company’s accounting year end;
  - include some clarifications on the procedure in relation to the publication and mailing of the convening notice of shareholder meetings;
  - confirm that each share is entitled to one vote and replace “cable, telegram, telex or facsimile transmission” by “telefax or by e-mail” in relation to shareholders appointing a proxy at general shareholder meetings;
  - delete articles 23 paragraph 5 and 23 paragraph 8and renumber the article accordingly.
14. To amend article 24 of the Articles to:
  - renumber the references to the paragraphs of article 23 to reflect the amendments made to article 23;
  - confirm that each share is entitled to one vote and replace “cable, telegram, telex or facsimile transmission” by “telefax or by e-mail” in relation to shareholders appointing a proxy at share class meetings;
  - replace “Article 68 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended” by a general reference to “the 1915 Law”.
15. To amend article 25 of the Articles to:
  - replace “5 million Euro” by “25 million Euro” as minimum threshold for a sub-fund to be run in an economically viable manner;
  - clarify that the assets which may not be distributed to the relevant beneficiaries upon a termination of a sub-fund will be immediately deposited with the *Caisse de Consignation*;
  - simplify the description of sub-fund mergers and to clarify that a merger of sub-funds takes effect within five business days after expiry of the notice period;
  - clarify that the merger procedures apply to share class mergers between sub-funds.
16. To amend article 28 of the Articles to replace the term “custodian” or “custody” by the term “depository”.
17. To amend article 31 of the Articles to replace the words “law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time” by the defined term “1915 Law”.

18. To amend article 33 of the Articles to replace the words “law of 10 August 1915 on commercial companies” by the defined term “1915 Law” and remove “as such laws have been or may be amended from time to time”.
19. To reflect all of the above amendments in a restated version of the Articles as well as minor tidy up changes in a restated version of the Articles and to approve such restatement.
20. To determine that the new Articles shall come into effect on 15 December 2017.

The resolutions shall be passed without a quorum by a majority of two-thirds of the shares represented and voted.

Shareholders may be represented by a duly appointed agent and attorney-in-fact of their choice. Shareholders who cannot attend the meeting in person are thus invited to send a form of proxy duly filled in and executed via post, fax or email to the below address by 9.30 a.m. Luxembourg time on 6 December 2017 at the latest:

2, rue de Bitbourg,  
L-1273 Luxembourg,  
Grand Duchy of Luxembourg  
Fax: (352) 2689 3535  
Email: SICAVgeneralmeetings@janushenderson.com

Or the intermediary in charge of the financial service in Belgium (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles).

A form of proxy was sent to registered shareholders on 30 October and can also be obtained from the registered office of the Company.

### **Additional information**

#### How to contact us

If you have any questions, please contact the Registrar and Transfer Agent, RBC Investor Services Bank S.A., by contacting:

RBC Investor Services Bank S.A,  
Registrar and Transfer Agent,  
14, Porte de France,  
L-4360 Esch-sur-Alzette,  
Grand Duchy of Luxembourg  
Telephone: (352) 2605 9601  
Fax: (352) 2460 9937

Or the intermediary in charge of the financial service in Belgium (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles).

Investors may obtain the Prospectus, the Key Investor Information Documents (“KIID”), the Articles, as well as the annual and semi-annual reports of the Company, free of charge from the registered office and at [www.janushenderson.com](http://www.janushenderson.com).

For Swiss investors, BNP Paribas Securities Services, Paris, succursale de Zurich, Selnaustrasse 16, 8002 Zurich is the Swiss representative and paying agent of the Company. The Prospectus, the KIIDs, the Articles, as well as the annual and semi-annual reports of the Company, may be obtained free of charge from the Swiss representative and paying agent.

For investors in Belgium, the KIID (in English and French) the Prospectus, the Articles of association and the annual and quarterly reports (in English) of the Company can be obtained at the registered seat of the Company, the representatives and the distributors of the Company and the intermediary in charge of the financial service in Belgium (Caceis Belgium SA/NV, Avenue du Port 86C b320, 1000 Bruxelles) or on [www.janushenderson.com](http://www.janushenderson.com).

The Directors of the Company accept responsibility for the accuracy of this letter.

The board of directors